

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 11 JANVIER 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 11 JANUARI 2011

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 14 h 49 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la loi du 15 février 2006 relative à l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale" (n° 1523)

01.01 Josy Arens (cdH): La loi du 15 février 2006 règle l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale, c'est-à-dire de sociétés qui exercent la profession d'architecte. La désignation d'une personne morale comme mandataire doit, par ailleurs, être conforme à l'article 61, § 2, du Code des sociétés.

Lorsque le mandataire est une personne morale, dont le représentant permanent est une personne physique inscrite sur un tableau de l'Ordre comme architecte, estimez-vous que l'article 2, § 2, de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte est respecté?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Le cas décrit ne répond pas au prescrit de l'article 2, § 2, de la loi du 20 février 1939 que vous citez. Cet article indique que les personnes morales disposant de la personnalité juridique peuvent exercer la profession d'architecte si elles répondent à certaines conditions, notamment que les mandataires indépendants qui interviennent au nom et pour compte de cette personne morale, doivent être des personnes physiques autorisées inscrites à l'Ordre des architectes.

Dans le cas présenté, le mandataire de la société exerçant la profession d'architecte est une personne morale. Le représentant permanent de celle-ci, personne physique inscrite au tableau de l'Ordre, ne peut être pris en compte pour l'application de cette disposition.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les infrastructures nécessaires à la transmission de l'énergie éolienne offshore" (n° 1632)

- M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "un réseau *supergrid* pour les parcs éoliens offshore en mer du Nord" (n° 1682)

02.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Le 3 décembre 2010, dix pays européens, dont la Belgique, ont signé un *Memorandum of Understanding* relatif à la construction d'un réseau reliant les parcs éoliens offshore des mers d'Europe du Nord, en vue d'une collaboration technique et administrative dans le cadre de la planification et de la mise en service du réseau. On ignore encore qui supportera les coûts de ce *supergrid* qui acheminera l'électricité vers les utilisateurs finaux. Pourquoi l'accord de coopération ne règle-t-il pas cet aspect?

Selon la CREG, Elia sous-estimerait les besoins en matière d'investissement dans son plan de développement 2010-2020 parce que l'on considère que les éoliennes offshore ne développeront qu'une capacité de 2 000 mégawatts, alors que la CREG considère qu'il s'agira d'au moins 2 300 mégawatts. Est-ce exact? Elia ne doit-elle pas intégrer à son plan de développement un plan par étapes chiffré et prévoir un calendrier précis?

02.02 **Paul Magnette**, ministre (*en néerlandais*): Dans le cadre du *Memorandum of Understanding*, trois groupes de travail ont été créés, dont un chargé de mener une réflexion sur la configuration et l'intégration du réseau. Il n'y est pas débattu d'aspects tels que la configuration concrète du réseau ou le financement.

La CREG a effectivement estimé qu'Elia sous-évalue la capacité de la zone offshore et elle fonde son analyse sur le potentiel de la zone, basé sur l'arrêté royal relatif aux conditions et à la procédure d'octroi de concessions domaniales sur le plateau continental belge. Eu égard aux problèmes de sécurité qui se posent dans cette zone en ce qui concerne les routes maritimes proches, une proposition d'arrêté royal a été élaborée en vue de l'adaptation requise de la zone. Cet arrêté devrait être publié dans le courant de janvier 2011. Le potentiel de 2 000 mégawatts y est maintenu.

Le projet Stevin relatif au rapatriement vers l'intérieur du pays de l'électricité produite dans les quatre parcs offshore concerne l'extension du réseau 380 entre Zomergem et Zeebrugge. Il est actuellement à l'étude et est prévu pour 2014.

L'incident est clos.

03 **Question de M. Franco Seminara au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les résultats d'une enquête de l'ACFSE relative à la sécurité des canapés belges en cas d'incendie domestique" (n° 1854)**

03.01 **Franco Seminara** (PS): Des tests réalisés par l'Alliance pour la sécurité incendie des consommateurs en Europe sur des meubles en fibres synthétiques rembourrés de mousse inflammable montrent un risque élevé. Sur 27 canapés testés venant chacun d'un pays membre de l'Union européenne, les deux à trois places coûtant moins de 400 euros, 25 atteignent un niveau mortel de chaleur et de fumée en moins de sept minutes. Pour le belge, ce niveau est atteint après quatre minutes de mise à feu seulement, alors que les canapés anglais et irlandais y arrivent en 25 minutes.

Pourriez-vous nous rappeler les standards imposés aux fabricants de canapés dans notre pays? Ces standards doivent-ils être revus? Que pensez-vous de la mise en place d'une norme commune alignée sur celles du Royaume-Uni et d'Irlande?

03.02 **Paul Magnette**, ministre (*en français*): Je n'ai pas connaissance des résultats de cette enquête. J'ai donc demandé à mes services de se la procurer. Ils prendront également contact avec le Centre fédéral de Connaissances pour la sécurité civile, dont l'une des missions est de récolter des statistiques sur les incendies par l'intermédiaire, entre autres, des pompiers. Mes services devraient ainsi pouvoir effectuer une évaluation réaliste des risques posés par les canapés.

Les canapés sont couverts par la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, loi qui se réfère à des normes pour l'évaluation de la sécurité.

Il existe une norme européenne ISO relative à l'évaluation de l'allumabilité des matelas et des sommiers,

applicable pour les canapés. J'ai demandé à mes services de faire une évaluation du cadre réglementaire.

03.03 Franco Seminara (PS): Il ne faudrait pas que les canapés les plus sûrs ne soient accessibles qu'aux personnes ayant les plus hauts revenus. Les canapés à 300 ou 400 euros sont pour la plupart remplis de polyuréthane et hautement inflammables. C'est une question d'équité et de droit du consommateur.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les voitures à hydrogène" (n° 1866)

04.01 Peter Logghe (VB): Les voitures à hydrogène représentent la solution de mobilité la plus écologique qui soit. Or dans notre pays, il n'existe aucun endroit où l'on peut faire le plein d'hydrogène. Pourquoi n'investit-on pas dans la recherche et le développement, dans les infrastructures nécessaires et dans des mesures visant à encourager la construction de ces voitures et des indispensables stations-service?

04.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): L'hydrogène n'est pas une source d'énergie. Il doit donc être produit. L'importance de l'hydrogène dans l'optique d'une réduction des émissions de CO₂ dépendra de son mode de production. En outre, les voitures à hydrogène seront concurrencées par les véhicules électriques dont la batterie est chargée avec de l'électricité issue de sources d'énergie renouvelable. Avant que des voitures à hydrogène puissent être distribuées à grande échelle, certaines avancées technologiques sont nécessaires. À cette fin, il est indispensable d'investir dans la recherche et le développement mais ceci est de la compétence des Régions.

04.03 Peter Logghe (VB): Il ne nous reste plus qu'à espérer que les compétences des Régions soient les plus étendues possible et qu'ainsi, les Régions soient en mesure de développer une politique énergétique complète.

L'incident est clos.

04.04 Peter Logghe (VB): Je voudrais retirer ma question n° 1867 sur la rente nucléaire. Je préfère attendre les auditions organisées en la matière.

05 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la pénurie de métaux terreux et autres ressources rares" (n° 1880)

05.01 Peter Logghe (VB): La Chine serait tentée de couper l'accès à certains métaux terreux rares, tels l'yttrium et le lithium, ainsi qu'à des matières premières comme le tungstène et le magnésium. Elle motive sa décision par des considérations environnementales, mais on peut légitimement supposer que des facteurs géopolitiques entrent également en jeu, car on continuerait d'approvisionner les entreprises chinoises. Est-il question entre-temps d'une pénurie de gallium, de lithium et d'indium?

La CE a dressé une liste de quatorze matières premières provenant de pays comme la Chine qui revêtent une importance cruciale pour l'industrie européenne. Le ministre agit-il sur la base de cette liste?

Une stratégie de diversification serait en préparation sur la base de la réouverture de mines en Europe, d'un meilleur recyclage de matières premières et de la recherche de matières de substitution. Où en est la Belgique dans ce domaine?

Notre pays s'occupe-t-il de recycler de telles matières premières? Mettra-t-il en place des solutions de rechange? Comment le gouvernement préviendra-t-il le risque de pénurie de matières premières?

05.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): La politique menée par la Chine sur le plan des matières premières pourrait avoir des répercussions sur l'industrie mondiale des hautes technologies en raison du monopole exercé par ce pays sur certaines matières. La demande accrue de ces dernières en fait flamber les prix. Les matières premières nécessaires à la confection de certains matériaux menacent même d'être épuisées.

Le rapport publié par la Commission européenne a été rédigé dans le but d'appuyer la politique menée par l'Europe en la matière, intitulée "Initiative Matières Premières". Le ministre en charge de l'Économie suit attentivement ce dossier. Par ailleurs, la Belgique mise essentiellement sur la production et la consommation durables en vue de réduire notre dépendance par rapport aux matières premières épuisables et d'alléger la charge sur l'environnement.

Il convient de rechercher d'autres sources d'approvisionnement, étant donné que la plupart de ces matières premières ne se trouvent pas en grandes quantités dans la croûte terrestre en Europe. L'intensification du recyclage constitue une solution à cet égard, or la Belgique joue un véritable rôle de pionnier dans ce domaine grâce à Umicore.

Les projets européens de diversification bénéficient de l'appui de la Belgique. Des pays tels que les États-Unis, le Viêt Nam, la Russie, le Brésil, la Mongolie, l'Australie, l'Inde et le Congo disposent de réserves importantes sur le plan mondial. Les projets visant à rouvrir certaines mines dans d'autres pays font l'objet d'un suivi très attentif mais ne constituent pas une solution à court terme.

Nous ne pouvons infléchir la politique de la Chine. Toutefois, la Belgique appuie les tentatives affichées par l'Europe d'évoquer ce sujet auprès de l'OMC. Le département des Affaires étrangères projette de créer une plate-forme "Matières premières" qui serait chargée de suivre attentivement l'évolution de ce problème. La Belgique continue à considérer ce dossier comme une priorité grâce à la collaboration adéquate existant entre les services de l'Environnement, de l'Économie et des Affaires étrangères.

05.03 **Peter Logghe** (VB): La Chine détient environ la moitié des réserves mondiales de métaux terreux rares, ce qui donne à réfléchir.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 17.

De behandeling van de vragen vangt aan om 14.49 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 **Vraag van de heer Josy Arens aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de wet van 15 februari 2006 betreffende de uitoefening van het beroep van architect in het kader van een rechtspersoon" (nr. 1523)**

01.01 **Josy Arens** (cdH): De wet van 15 februari 2006 regelt de uitoefening van het beroep van architect in het kader van een rechtspersoon, met andere woorden de uitoefening van het beroep van architect door bedrijven. De aanwijzing van een rechtspersoon als mandataris moet ook in overeenstemming zijn met artikel 61, § 2, van het Wetboek van vennootschappen.

Wordt artikel 2, § 2, van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect nageleefd ingeval de mandataris een rechtspersoon is waarvan de vaste vertegenwoordiger een natuurlijke persoon is die als architect is ingeschreven op een van de tabellen van de Orde?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Het geval dat u beschrijft, is niet in overeenstemming met wat in artikel 2, § 2, van de voornoemde wet van 20 februari 1939 is bepaald. In dit artikel wordt bepaald dat rechtspersonen die over rechtspersoonlijkheid beschikken het beroep van architect mogen uitoefenen indien zij aan bepaalde voorwaarden beantwoorden. De zelfstandige mandatarissen die optreden in naam en voor rekening van de rechtspersoon moeten namelijk natuurlijke personen zijn die ertoe gemachtigd werden het beroep van architect uit te oefenen en zijn ingeschreven op een van de tabellen van de Orde van architecten.

In het beschreven geval is de mandataris van het bedrijf dat het beroep van architect uitoefent een rechtspersoon. Ingeval de vaste vertegenwoordiger van deze rechtspersoon een natuurlijke persoon is die is ingeschreven op de tabellen van de Orde van architecten, valt deze niet onder die bepaling.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de minister van Klimaat en Energie over "de noodzakelijke infrastructuur voor de transmissie van offshore geproduceerde windenergie" (nr. 1632)
- de heer **Peter Logghe** aan de minister van Klimaat en Energie over "een 'supergrid' voor offshoreparken op de Noordzee" (nr. 1682)

02.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Op 3 december 2010 ondertekenden tien Europese landen, waaronder België, een memorandum of understanding voor de oprichting van een net dat de offshore windmolenparken van de noordelijke zeeën verbindt, dit met het oog op een technische en administratieve samenwerking bij de planning en ingebruikname van het net. Het is echter onduidelijk wie de kosten zal dragen van het *supergrid* dat die elektriciteit naar de eindgebruikers moet transporteren. Waarom werd daarover niets opgenomen in het samenwerkingsakkoord?

Volgens de CREG zou Elia in haar ontwikkelingsplan 2010-2020 de investeringsbehoefte onderschatten, omdat men ervan uitgaat dat de offshore windmolens slechts een vermogen van 2.000 megawatt zullen opwekken, terwijl de CREG uitgaat van minstens 2.300 megawatt. Klopt dit? Moet Elia in dat plan geen becijferd stappenplan met een duidelijke tijdslijn opnemen?

02.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): In het raam van het memorandum of understanding werden drie werkgroepen opgericht waaronder een die belast is met een reflectie over de configuratie en de integratie van het net. Daarin wordt niet gesproken over zaken als de concrete netconfiguratie of de financiering.

De CREG oordeelde inderdaad dat Elia de capaciteit van de offshore zone onderschat en zij steunt haar analyse op het potentieel van de zone, gebaseerd op het KB inzake de voorwaarden en de procedure van toekenning van domeinconcessies op het Belgisch continentaal plat. Omdat er zich in deze zone een aantal veiligheidsproblemen voordoet met betrekking tot de nabijgelegen maritieme routes, werd een voorstel van KB voorbereid met het oog op de nodige correctie aan de zone. De publicatie van het KB is gepland voor januari 2011. Het potentieel van 2.000 megawatt wordt daarin gehandhaafd.

Het Stevinproject voor het transport van de elektriciteit vanuit de vier offshoreparken naar het binnenland heeft betrekking op de uitbreiding van net 380 tussen Zomergem en Zeebrugge. Het wordt nu bestudeerd en is gepland voor 2014.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Franco Seminara aan de minister van Klimaat en Energie over "de resultaten van een onderzoek van de ACFSE omtrent in België verkochte sofa's die in geval van een woningbrand onveilig zouden zijn" (nr. 1854)**

03.01 **Franco Seminara** (PS): Uit tests van de Alliance for Consumer Fire Safety in Europe (ACFSE) is gebleken dat meubels uit synthetische vezels met een vulling van brandbaar schuim een verhoogd brandrisico inhouden. Bij 25 van de 27 geteste sofa's – twee- en driezitsen die minder dan 400 euro kosten, één uit elke Europese lidstaat – bereikte de warmte- en rookontwikkeling in minder dan zeven minuten een dodelijk niveau. Bij de Belgische sofa werd dat niveau al vier minuten nadat hij vuur vatte bereikt, terwijl dat bij de Engelse en Ierse sofa's pas na 25 minuten het geval was.

Kan u ons in herinnering brengen aan welke brandveiligheidsvereisten de fabrikanten van sofa's in ons land moeten voldoen? Zijn die vereisten aan herziening toe? Hoe staat u tegenover een gemeenschappelijke norm, waarbij de lat even hoog wordt gelegd als in het Verenigd Koninkrijk en Ierland?

03.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Ik ben niet op de hoogte van de resultaten van dat onderzoek. Ik heb mijn diensten dan ook gelast ze op te vragen. Zij zullen tevens contact opnemen met het Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid, dat onder andere belast is met het verzamelen van statistieken over branden, onder meer via de brandweer. Op die manier zouden mijn diensten een realistische evaluatie moeten kunnen maken van het brandrisico van sofa's.

Sofa's vallen onder de bepalingen van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en

diensten, waarin wordt verwezen naar normen voor de beoordeling van de productveiligheid.

Er bestaat een Europese ISO-norm voor de ontsteekbaarheid van matrassen en boxsprings. Die norm geldt ook voor sofa's. Ik heb mijn diensten gevraagd het regelgevend kader te evalueren.

03.03 Franco Seminara (PS): Het mag niet zo zijn dat de brandveiligste sofa's enkel binnen het bereik van de hoogste inkomens liggen. Sofa's van 300 of 400 euro hebben over het algemeen een polyurethaanvulling en zijn bijzonder brandbaar. Dat is een kwestie van rechtvaardigheid en consumentenrechten.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "auto's op waterstof" (nr. 1866)

04.01 Peter Logghe (VB): Wagens op waterstof maken de meest milieuvriendelijke oplossing uit, maar in ons land is er geen enkele plaats waar er waterstof getankt kan worden. Waarom wordt er niet geïnvesteerd in onderzoek en ontwikkeling van wagens op waterstof, in de nodige infrastructuur en in het aanmoedigen van de bouw van dergelijke wagens en van de noodzakelijke tankstations?

04.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Waterstof is geen energiebron. Het moet dus geproduceerd worden. Het belang van waterstof voor de vermindering van de CO₂-uitstoot zal afhangen van de productiewijze. Ook zullen deze wagens moeten concurreren met elektrische voertuigen, waarvan de batterij wordt opgeladen met elektriciteit uit hernieuwbare energie. Voordat wagens op waterstof op grote schaal verspreid kunnen worden, is een technologische doorbraak vereist. Daarvoor is onderzoek en ontwikkeling nodig, maar dat is een bevoegdheid van de Gewesten.

04.03 Peter Logghe (VB): Hopelijk worden de bevoegdheden van de Gewesten zo ruim mogelijk, zodat er daar een volledig energiebeleid ontwikkeld kan worden.

Het incident is gesloten.

04.04 Peter Logghe (VB): Ik wil mijn vraag nr. 1867 over de nucleaire rente schrappen. Ik zal de hoorzittingen ter zake afwachten.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "schaarste van aardmetalen en andere zeldzame grondstoffen" (nr. 1880)

05.01 Peter Logghe (VB): China zou de kraan willen dichtdraaien voor aardmetalen als yttrium en lithium en grondstoffen als wolfram en magnesium. Het land geeft milieuoverwegingen aan als reden voor de beslissing, maar men mag aannemen dat er ook geopolitieke factoren een rol spelen: er zou wel nog geleverd worden aan Chinese bedrijven. Is er ondertussen al sprake van schaarste aan gallium, lithium en indium?

De EC maakte een lijst van veertien grondstoffen die in landen als China worden geproduceerd en die vitaal zijn voor de Europese industrie. Doet de minister iets met die lijst?

Er zou worden gewerkt aan een diversificatiestrategie, gebaseerd op het heropenen van mijnen in Europa, op een betere recyclage van grondstoffen en op het zoeken naar alternatieven. Hoever staat België wat dit betreft?

Zet ons land in op de recyclage van dergelijke grondstoffen? Worden er alternatieven uitgewerkt? Hoe zal de regering de dreigende grondstoffenschaarste tegengaan?

05.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De grondstoffenpolitiek van China kan wel degelijk wereldwijde gevolgen hebben voor de hoogtechnologische industrie door het de facto monopolie van dat land op

bepaalde grondstoffen. De toenemende vraag naar die grondstoffen doet de prijzen exploderen. Voor bepaalde materialen dreigen de grondstoffen zelfs uitgeput te raken.

Het rapport van de Europese Commissie werd opgesteld ter ondersteuning van de Europese grondstoffenpolitiek, *the Raw Materials Initiative*. Onze minister van Economie volgt dit dossier op de voet. Verder zet België vooral in op duurzame productie én consumptie om de afhankelijkheid van niet-onuitputtelijke ruwe grondstoffen te verminderen en het milieu te ontlasten.

Aangezien er in Europa geen grote voorraden van de meeste van die grondstoffen in de aardkorst te vinden zijn, moet op een andere manier naar grondstoffenbronnen worden gezocht. Doorgedreven recyclage is een mogelijkheid en België is met Umicore absoluut een voortrekker op dit vlak.

De Europese plannen voor diversificatie worden door België gesteund. Ook landen als de Verenigde Staten, Vietnam, Rusland, Brazilië, Mongolië, Australië, India en Congo bezitten belangrijke wereldvoorraden. De plannen om in die andere landen bepaalde mijnen te heropenen, worden met veel interesse gevolgd, maar een kortetermijnoplossing is dat niet.

België kan de politiek van China niet veranderen, maar ons land steunt wel de Europese pogingen om de problematiek bij de WTO aan te kaarten. Bij Buitenlandse Zaken bestaat een plan om een platform Grondstoffen op te richten dat deze problematiek op de voet volgt. Door een goede samenwerking tussen de diensten van Leefmilieu, Economie en Buitenlandse Zaken blijft dit dossier ook in België hoog aan de agenda staan.

05.03 **Peter Logghe** (VB): China bezit ongeveer de helft van de wereldvoorraden van zeldzame aardmetalen en dat geeft toch te denken.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 15.17 uur.